L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

BUREAUX No 73, rue de Chartres, — NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 9 SEPTEMBRE 1865. — Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE-ORLEANS
SAMEDI MATIN, 9 SEPTEMBRE

MM. Drake & Markham, 56, rue du Camp, ont maintenant le plus beau stock de chaussures de la ville.

ANNONCES
De la deuxième Page.

On trouvera désormais à la deuxième page de l'Abeille toutes les annonces de ventes à l'encan et de ventes judiciaires, ainsi que les avis du shérif et des cours.

Pour la liste des arrivages et des départs celle des importations, exportations et consignations, et ce qui concerne le mouvement du port en général, voir la partie anglaise.

FEUILLETON.
Pour le feuilleton, voir la deuxième page.

Ventes à l'encan de ce jour.
Pour l'heure et les détails, voir aux annonces.

Par ordre de l'assistant quartier-maître, à 10 heures, aux écuries de cavalerie, au coin des rues Front et Poydras, 276 chevaux et 2[illegible]0 mulets.

Par Boudousquié & Fortier—à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, un lot de terre dans le Premier District, avec les bâtisses qui s'y trouvent, face aux rues S. Jean Baptiste et Race, et un autre lot dans le Quatrième District, avec bâtisses, face à la rue Joséphine.

Par B. Gaimault—sur la Levée, en face de la rue Dumaine, la g[illegible] d'ette anglaise Dart—Aussi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—un terrain avec une maison, rue Prieur—une portion de terre formant les deux tiers de l'îlet borné par les rues Prieur, Johnson, O'Reilly et Aubry, ayant deux maisons et une bâtisse.

Par R. Guiterrez—au No 46 rue des Magasins, un beau mobilier en acajou.

Par O. Vaiston—rue Annonciation, Nos 53 et 55, une machine à biscuits, avec les accessoires, charrette, wagons, meubles, &c et le bail de la boulangerie.

Par E. Roger & Co—à leurs salles d'encan, bottes, souliers, brodequins, &c.

Par Montgomery & Bros—rue du Camp, près le Commercial Alley, tout le contenu dudit café, installations, &c.

Par G. de Feriet—au coin des rues Française et [illegible], de magnifiques meubles.

Par Francis Fernandez, au coin des rues Chartres et St Louis—marchandises sèches, linge fait, chemises, meubles, etc.

Par Vincent & Co, au No 16, de la rue de Chartres—chapeaux de drap et marchandises sèches.

Par D. E. Morphy, au No 87 de la rue des Magasins—oignons.

ARRIVÉE DU GEORGE WASHINGTON—Ce steamer, commandé par le capitaine K. V. Gager est parti de New York le 30 et est arrivé ici hier matin avec les malles et un nombre de passagers dont on trouvera la liste dans notre partie anglaise.

Voici le rapport du comptable: 31 août, à 10 heures du matin, par 37 30 de latitude et par 74: 30 de longitude, vu le vapeur Northern Light; le 4 septembre à 6 heures du matin, à 20 milles au sud ouest de Carysford, vu le vapeur Meteor; le 5, par 1: 30 de latitude et par 45: 30 de longitude, vu le vapeur Evening Star.

LE DISCOURS DE MONTGOMERY BLAIR.

Il est impossible de lire dans la pensée du président Johnson et ses intentions à l'égard de M. Jefferson Davis restent jusqu'à ce jour impénétrables. Mais les amis de l'ex-président confédéré auraient tort de se plaindre des lenteurs apportées à son jugement, car ces lenteurs seront peut-être la cause de son salut. Une mise en accusation immédiate, après la capture de M. Davis, eut infailliblement abouti à une condamnation. C'était une proie vouée à l'avance à l'apaisement des passions irritées et des colères de parti. En laissant s'écouler les mois on donne aux haines le temps de se refroidir. La raison reprend son empire. Au lieu d'une vengeance irréfléchie on ne demande plus qu'un jugement solennel et impartial.

D'un autre côté, le grand procès de ce qu'on est convenu d'appeler la rébellion s'instruit peu à peu dans le public. Ceux qui ont instinctivement et sans savoir pourquoi poussé les plus formidables cris d'anathème sur le prisonnier de la forteresse Monroe, commencent à se demander si c'est bien sur lui que doit peser toute la responsabilité de la guerre. On remonte à l'origine du conflit, on en recherche les causes apparentes ou cachées, et les plus étranges révélations viennent jeter le doute et l'incertitude dans l'esprit des gens qui se croyaient les plus convaincus de la culpabilité de M. Davis.

Nous venons de lire un discours prononcé le samedi 26 août à Clarksville, dans le Maryland, par M. Montgomery Blair. Le témoignage de cet homme politique qui faisait partie du cabinet de M. Lincoln, qui passe pour être un des conseillers du Président actuel, ne saurait être suspect. Eh! bien, il nous semble que ce discours est le meilleur plaidoyer qui puisse être prononcé en faveur de Jefferson Davis, car c'est le procès en règle des hommes d'Etat qui avaient entre leurs mains le sort de l'Union et de qui il dépendait de faire ou d'éviter la guerre. Ce discours que nous trouvons tout au long dans les journaux de St-Louis ne peut trouver place dans nos colonnes, mais en voici une analyse que nous empruntons à notre confrère du *Courrier des Etats-Unis*:

M. Blair constate d'abord que le gouvernement de M. Buchanan était de connivence avec les sécessionnistes, et que l'Exécutif lui même était opposé à toute mesure de coercition. Il n'en était pas de même de M. Lincoln; mais MM Seward, Holt et Stanton, avant l'inauguration du Président nouveau, étaient en faveur d'une opération pacifique, ou du moins prétendaient l'être. M. Seward, déjà désigné pour secrétaire d'Etat, se déclarait en plein Sénat "opposé à toute violence". Après l'inauguration, il reçoit les commissaires confédérés présents à Washington, le 13 mars, et il fait attendre sa réponse à leurs demandes jusqu'au 8 avril. En même temps, il leur promet verbalement que le fort Sumter "sera évacué dans les cinq jours, qu'on ne prendra aucune mesure préjudiciable aux Etats Confédérés, etc, etc." M. Blair cite les documents à l'appui de son allégation.

Tandis qu'il jouait les commissaires confédérés, M. Seward usait de duplicité à l'égard de M. Lincoln, qu'il trompait également. "Le Président voulait étouffer la révolution dans son berceau et prendre d'énergiques mesures en conséquence; son ministre faisait tout pour que la conflagration fût générale, pour lui laisser le temps de se développer, et pour amener une explosion qui entraînât irrémédiablement le Nord contre le Sud.

En effet, après avoir leurré les Confédérés par de fausses promesses, on ravitaille le fort Sumter; les sécessionnistes le bombardent et le prennent. C'était là ce qu'attendait M. Seward; on sait quelles ont été les conséquences de ce grand événement. Or, d'après M. Blair, M. Seward est d'autant plus coupable qu'avant le bombardement de fort Sumter, il existait au Sud une foule d'unionistes qui, après le manque de foi des autorités fédérales et le premier coup de canon tiré, ont adhéré à la sécession, les uns par ressentiment, les autres par contrainte. C'est la conduite de M. Seward qui a jeté la Virginie et les Etats frontières hors de l'Union. Si on avait agi tout d'abord avec fermeté, comme Jackson en 1832, bien des maux eussent été évités, et les chefs sécessionnistes ne sont d'abord allés si loin que parce qu'ils étaient assurés de la connivence de M. Seward, qui disait un jour à M. Chase: "Laissez donc aller le Sud, il ne vaut pas la peine qu'on se batte pour lui."

M. Seward était alors d'accord en ce point avec M. Stanton, qui avait depuis longtemps l'oreille des ministres de M. Buchanan, et était lui-même attorney-général. M. Stanton était à cette époque le grand ami des principaux sécessionnistes du Sénat. Il les encourageait, leur répétait à tout moment qu'ils étaient dans le droit et la justice, que la séparation pouvait seule sauver le Sud, etc.

M. Holt, secrétaire de la guerre sous M. Buchanan, et aujourd'hui chef du sinistre bureau de justice installé à Washington, voguait dans les mêmes eaux que MM. Stanton et Seward. Il refusait au général Scott l'autorisation de renforcer le fort Sumter, et donnait mille encouragements aux sécessionnistes. Il écrivait le 30 novembre 1860:

"Faire la guerre au Sud, ce serait violer la Constitution; *ce serait se déshonorer honteusement*. Des Etats du Nord offrent déjà le dégradant spectacle de pays *légalisant le vol de la propriété* de leurs voisins, je dis vol, car il est aussi criminel de voler au moyen de votes que de voler au moyen de ballots de marchandises."

Il ne faut pas oublier que M. Blair justifie par des pièces authentiques, plus ou moins ignorées jusqu'à ce jour, toutes ses allégations. Il y a eu conspiration d'un petit nombre d'ambitieux pour amener les catastrophes dont on portera longtemps encore le fardeau, pour déterminer une crise à laquelle ne se seraient jamais déterminés les chefs du Sud s'ils n'avaient compté sur d'hypocrites assurances, [illegible] la majorité des citoyens du Sud, dont beaucoup ne sont devenus sécessionnistes qu'à leur corps défendant. En un mot, le gouvernement fédéral, à l'insu de M. Lincoln, a joué le rôle de ces autorités qui fomentent et propagent l'émeute pour que la répression soit plus terrible et plus éclatante.

Le gouvernement central est donc le premier responsable de la nécessité où il s'est trouvé de subjuguer le Sud, et maintenant il refuse tous les droits à ceux qu'il a tant contribué à placer sous l'autorité des chefs confédérés! Il refuse tous les droits à un peuple brave, après avoir extirpé de son sein le grand prétexte de la sécession, l'esclavage; après lui avoir infligé des blessures qu'il devrait être le premier à panser.

Ce n'est pas tout, il se trouve des énergumènes qui rêvent la guillotine, et ambitionnent le rôle de Marat, comme M. Holt remplit celui de Fouquier-Tinville. M. Thaddeus Stevens, par exemple, propose de réduire tous les blancs du Sud à l'état d'ilotes, au nom de la liberté; on confisque, on bannit; les lois des Etats sont lettre morte; les républicains se plaignent amèrement de M. Johnson, qu'ils trouvent trop modéré. Où veut-on donc en venir? Le gouvernement militaire de la moitié de l'Union entraîne le gouvernement arbitraire sur l'autre moitié. Il faut en revenir aux errements anciens, moins l'esclavage. Et quant à ces prisonniers contre lesquels les "hypocrites" et les fanatiques crient vengeance, il faut leur pardonner, car ils ont cédé aux conseils de quelques-uns de ceux qui les persécutent avec le plus d'acharnement, MM. Holt et Stanton, par exemple. "Enfin, a dit en terminant M. Blair, il ne doit plus y avoir ni vainqueurs ni vaincus, et l'aigle de la république doit également couvrir les uns et les autres de ses ailes protectrices."

Nouvelles télégraphiques.

(*Télégrammes du 7 septembre.*)

Le major général Palmer a organisé dix régiments du département du Kentucky en une division sous le commandement du brigadier général James S Brisbin.

Le major général Howard a ordonné à l'agent pour le comté de Loudon, Va, de suspendre le procès qui concerne les terres confisquées jusqu'à ce que les registres aient été révisés et corrigés. On croit que cette suspension de procédure contribuera puissamment à soulager les fermiers de ce comté dans leur détresse.

Le Président refuse de mettre en liberté l'ex secrétaire rebelle Mallory, de la marine rebelle, mais il a permis à sa famille de le visiter en prison.

Le procès de Wirz continue. Nul autre développement important à signaler.

Le vapeur *Neptune*, expédié de la Nouvelle-Orléans, est arrivé à New York.

Le 7 septembre, à midi, il n'y avait encore aucun rapport sur les cotes de l'or et du coton à New York.

Autres Nouvelles par l'Ouest.

Voici les nouvelles additionnelles que nous trouvons dans les journaux de St Louis et de Cairo apportés par le vapeur *Mollie Able*:

New York, 1er septembre—Une dépêche de Washington au *Herald* dit: On rapporte que Wirz a remis aujourd'hui, 31 août, entre les mains de son conseil des documents volumineux qui prouvent qu'en établissant la ligne infranchissable aux prisonniers, sous peine de recevoir des coups de feu, dans le périmètre de la prison d'Andersonville, il a agi sous les ordres directs du général rebelle Winder, et en dernier lieu en vertu des ordres émanés de J. A. Seddon, secrétaire rebelle de la guerre.

La commission qui juge Wirz s'est décidée à rejeter le témoignage du sergent Boston Corbett, comme venant d'un homme frappé de monomanie, dès qu'il s'agit de la prison d'Andersonville.

Le *Post* dit, sur l'autorité du *Chronicle*, qu'on a fait citer tous les témoins désignés par Wirz pour la défense, et que la plupart sont déjà arrivés.

Une dépêche au *Cincinnati Commercial* annonce que le gouverneur Brough [illegible].

Le général Steedman a lancé un ordre qui interdit la remise des lettres, venues par la malle ou par l'Express, aux personnes de son département qui n'ont pas prêté le serment d'amnistie.

Mme Lewis Washington, dont le mari est un rebelle et parent de George Washington, demande qu'on lui rende sa propriété qui se trouve parmi les biens confisqués.

Il règne beaucoup d'agitation parmi les Fenians de St Louis, par suite du refus de l'archevêque Kenrick de permettre l'usage d'une église catholique pour les funérailles de maître McCarthy, ou d'un cimetière catholique pour son enterrement.

Une dépêche de Washington au *Times* de New York dit:

On assure que le gouvernement publiera bientôt une histoire complète du service secret des différentes armées, particulièrement de l'armée du Potomac qui, sous la direction du brigadier général Sharp et du colonel J. C. Babcock obtint un si haut degré d'efficacité. Les détails de ce service embrasseront un système d'espionnage tout nouveau sur les opérations militaires et civiles de l'ennemi. L'historique comprendra tout le temps écoulé entre la première campagne dans la péninsule et la fin de la guerre à Richmond.

New-York, 29 août—Une correspondance de la Vera-Cruz au *World* dit que les nouvelles de l'intérieur du Mexique n'annoncent pas que les juaristes veuillent abandonner la partie. La lutte n'est pas plutôt terminée sur un point qu'elle recommence sur un autre. La cause de cet état chronique de sédition est attribuée à la clémence de Maximilien envers les chefs de bandes de guérillas qui lui ont demandé pardon et qui, l'ayant obtenu sont retournés bientôt après à leurs habitudes de vol sur les grands chemins. Il y a à peine un Etat aujourd'hui qui ne soit visité par ces bandes dévastatrices. Toutes les grandes routes du Mexique sont infestées de voleurs qui rendent les voyages très périlleux.

La *Revista* dit que 4,000 rebelles sous les ordres de Magruder sont arrivés à Monterey. Quelques uns se rendent à Mexico où ils ont retrouvé leurs premiers associés, le général Sterling Price, et les gouverneurs Moore et Allen de la Louisiane. Ils ont offert tout d'abord de s'enrôler dans l'armée impériale, ce qui n'a pu leur être accordé. Le gouvernement a préféré les organiser en associations militaires et agricoles qui occuperont la route entre Mexico et la Vera-Cruz. Ils ont proposé d'établir un chemin de fer temporaire qui servirait jusqu'à l'achèvement de la ligne que construit aujourd'hui une compagnie anglaise.

Cortina a lancé une autre proclamation où il invite le peuple à se rallier sous son drapeau et à chasser les envahisseurs étrangers.

CANDIDATURES POUR LE CONGRÈS—On annonce comme candidat aux prochaines élections congressionnelles, pour représenter le Quatrième District, l'hon. Ferdinand L. Claiborne, qui aura pour concurrent, dit-on, M. Alfred Dupérier, de St-Martin. Le Quatrième District se compose des paroisses de Natchitoches, Sabine, Rapides, Catahoula, St-Landry, Vermillion, Avoyelles, St-Martin, Ouest Bâton Rouge, Iberville, Assomption et Ste Marie.

Institution Charpaux.—Nous appelons l'attention des familles sur l'annonce de cette institution dirigée par Madame Charpaux. Les cours réguliers doivent recommencer le 2 octobre.

Cet établissement, fondé 1845, a vu grandir chaque année sa réputation, grâce au talent des professeurs et à une habile direction. Le local offre tous les avantages que les familles peuvent désirer pour le bien-être de leurs enfants. Le piano y est enseigné par Monsieur et par Mademoiselle Charpaux, qui s'est fait entendre avec succès dans plusieurs concerts.

Facteurs de coton—Nos célébrités militaires rentrent toutes peu à peu dans le giron de la vie civile, et s'empressent d'appliquer aux affaires l'énergie et l'activité qu'elles ont déployées dans les luttes d'un autre genre. Parmi les maisons de commission qui viennent de s'ouvrir dans notre ville nous voyons figurer la raison sociale de Scott, Cage & Cie. Ces noms sont ceux du général de cavalerie louisianais et de son aide de camp, qui se sont associés avec MM. C. H. Tracy et Y. T. Eggleston comme facteurs de coton et commissionnaires. Leur bureau est rue Union No 9.

Courtiers de coton et commissionnaires—MM. Isaac Moses & Cie, courtiers de coton et commissionnaires à Galveston, ont établi un bureau, 13 rue Carondelet, à la Nlle Orléans, où ils recevront des ordres pour la laine, le coton et les peaux. Ils se chargeront aussi des consignations de marchandises qu'on leur adressera.

Vins en barriques et en caisses.—M. John Duntze, No 40 rue Royale, a reçu par le navire *Graham's Polly*, arrivé de Bordeaux, d'excellents vins rouges en barriques et en caisses.—Voir son annonce.

M. C. Lynch, tailleur, vient de fixer son établissement dans le Passage de la Bourse, No 24. Il se recommande à ses anciens clients et au public en général.—Voir son annonce.

LE BILAN DE LA GUERRE.

Le *Progress* de Raleigh, Caroline du Nord, nous fournit l'effrayante statistique qui suit:

Les plaies que la guerre a laissées au Sud sont terribles. Notre propre pays est mutilé au-delà de toute expression. Voici le bilan humain, puisé à des sources officielles, de ces quatre années de guerre:

Etats.	Enrôlés.	Tués et estropiés.
Alabama	120 000	70,000
Arkansas	50 000	50,000
Floride	17 000	10,000
Georgie	121 000	76,000
Kentucky	30 000	30 000
Louisiane	60 000	34,000
Mississippi	78 000	45,000
Missouri	40 000	24,000
Maryland	40 000	21,000
Caroline du Nord	140 000	85,000
Caroline du Sud	65 000	40,000
Tennessee	60 000	34 000
Texas	93 000	53,000
Virginie	180 000	[illegible]
Total	1,131,000	650,000

Quelles effrayantes archives! Six cent cinquante mille hommes tués et estropiés. Et encore ce chiffre est probablement bien au-dessous de la vérité.

UNE VILLE DESORDONNÉE.

Nous lisons ce qui suit dans le St Louis *Republican* du 31 août:

On peut se faire une idée de l'étendue et de la variété des désordres qui règnent dans une cité voisine, Louisville, par les titres suivants sous lesquels ont paru divers paragraphes locaux publiés par le *Democrat* du 30 courant: "Nouveaux vols audacieux"—"Vols de grand chemin"—"Grande vole"—"Tentative audacieuse d'effraction"—"Tentative d'assassinat"—"Les soldats noirs tirent sur les soldats blancs"—"Horrible meurtre"—"Les soldats noirs tapageurs"—"Les nègres en mutinerie"—etc.

En addition à cette liste alarmante il y a les rues sales, et les carcasses de mulets et de chevaux qui s'y décomposent, ce qui montre que les citoyens courent tout à la fois le danger de mourir de maladie et de violence. Et ce tableau n'est pas celui d'un jour seulement, mais celui de tous les jours depuis six mois. Le général Palmer a ses franches coudées à Louisville, avec la loi martiale, sa cour militaire, ses commissions militaires, sa garde prévôtale, et la grande force armée qui est sous ses ordres.

Avec autant de moyens pour maintenir la paix, il ne peut y avoir qu'une raison pour que Louisville soit la ville la plus mal gouvernée des Etats-Unis, c'est que Palmer et ses subordonnés ne sont pas faits pour les places qu'ils occupent. Qu'il se retire avec son établissement militaire tout entier, et la ville redeviendra paisible et prospère sous un gouvernement civil.

FRANCE.

Nous extrayons ce qui suit de la correspondance parisienne du *Courrier des Etats-Unis*:

A Paris, l'événement de la semaine a été le discours prononcé par M. Duruy à la distribution des prix du concours général. Cette harangue a été beaucoup louée et beaucoup attaquée. Quelques passages en sont réellement remarquables; celui-ci, par exemple, qui vient après l'éloge des intentions libérales de l'empereur: "Cette politique libérale, a dit le ministre, qui provoque à l'action sous la responsabilité, est, elle aussi, un grand système d'éducation et le meilleur. *Mais il nous impose de bien sérieux devoirs, puisque c'est à nous de préparer les hommes qui auront à porter le lourd et précieux fardeau de la liberté.*" Dans la bouche d'un homme aussi éminent, par son caractère et sa position, que l'honorable M. Duruy, des paroles semblables ont une importance qui ne saurait échapper à personne. Pour moi, s'il m'est permis de revenir sur un sujet dont je vous ai déjà plusieurs fois entretenu, [illegible] c'est à mon sens un des plus graves qui puissent être traités aujourd'hui. Je veux parler de la nécessité qu'impose au gouvernement son propre intérêt, d'ouvrir la voie politique aux jeunes gens. Je l'ai déjà dit: il y a toute une génération qui reste éloignée des affaires parce qu'il ne lui est donné aucune occasion de s'y mêler, et qui, par découragement, se rejette dans l'opposition. Là, on ne veut pas d'elle, mais on l'accepte pour grossir le nombre des adhérents, quitte à la repousser le jour où on n'aurait plus besoin d'elle.

Eh bien! il y a pour le gouvernement une grosse partie à jouer et à gagner. C'est d'utiliser ces forces inoccupées, ces aspirations, ces ardeurs, de les diriger de façon à donner au prince impérial, le jour où il montera sur le trône, des appuis et des amis. Les bienfaits prodigués aux classes populaires par un gouvernement qui est avant tout un gouvernement démocratique, ont acquis pour jamais à l'empire cette classe de la nation. Il faudrait maintenant s'acquérir de même la jeunesse instruite, aisée, qui peut et doit jouer un rôle important dans l'avenir. [illegible] Elle est la plus grave de toutes celles qu'un gouvernement a le devoir d'examiner et de résoudre. Les paroles de M. Duruy sont une espérance pour les amis de la liberté. Mais, afin que ces paroles se réalisent promptement et sans danger, il faut qu'on ait transformé en amis de l'empire tous les jeunes gens qu'irritent aujourd'hui ou se corrompent dans l'oisiveté, volontaire ou forcée.

Vous connaissez de nom M. Malespine, rédacteur de l'*Opinion nationale*, qui a défendu la cause du Nord dans ce journal *per fas et nefas*. Les Américains résidant à Paris viennent de lui faire cadeau d'un service à thé et à café, en l'accompagnant de la lettre suivante:

"Cher monsieur:—Désireux de vous témoigner combien nous apprécions les services que, comme rédacteur de l'*Opinion nationale*, vous avez rendus à notre pays, pendant la période de troubles qu'il vient de traverser, nous vous prions de vouloir bien agréer le faible témoignage que nous vous adressons comme un hommage rendu à votre talent d'écrivain et à votre dévouement à une cause juste"—(Suivent les signatures.)

M. Malespine est bien connu à la Nouvelle-Orléans, où il a rédigé jadis un journal, et où il est apprécié à sa juste valeur.

LE COMMERCE AVEC LA CHINE.

Nous lisons dans la *Patrie*:

Il n'est pas hors de propos d'appeler l'attention de notre commerce sur la valeur immense des échanges qui s'effectuent avec la Chine. Il résulte de relevés officiels recueillis par les *Annales du Commerce extérieur*, que, dans l'année 1863, les onze ports principaux du Céleste Empire ont donné lieu à un mouvement général, en importations et en exportations, s'élevant à plus de deux milliards et demi de francs. Ce mouvement commercial, qui n'intéresse cependant que l'Amérique et l'Europe occidentale, a occupé plus de 19,000 bâtiments, jaugeant ensemble 6 millions de tonneaux.

Nous devons constater, d'après ces documents, que le pavillon anglais participe à lui seul pour plus d'un tiers dans ce commerce avec la Chine, et que la France [illegible] de fort loin les Etats-Unis, qui tiennent le second rang, ne dirige annuellement vers ces parages que trois cents navires environ et ne prend qu'une part insignifiante au tonnage total. Si nos dernières expéditions en Chine, qui nous ont imposé de lourds sacrifices en hommes et en argent, ne devaient pas être plus directement profitables à notre commerce, la présence de nos armes dans ce pays n'aurait eu pour but que d'y développer la prépondérance du commerce anglais. Ce résultat serait regrettable.

Nous ne saurions donc trop appeler sur ce point l'attention de nos chambres de commerce. C'est à elles qu'il est réservé tout particulièrement d'éclairer nos industriels et nos armateurs sur celles de nos marchandises que le commerce d'importation en Chine recherchera de préférence, afin que, dans un temps aussi rapproché que possible, nous ne nous bornions pas à figurer pour 50,000 tonnes seulement dans un tonnage cent fois plus considérable.

CHRONIQUE LOCALE

TEMPERATURE.
THERMOMÈTRE DE C. DUHAMEL, OPTICIEN, *No 46, rue de Chartres.*

8 septembre 1865	Fahrenheit.	Centigrade.
6 heures du matin	76	24 1/2
midi	79	26
3 heures du soir	82	27 1/2
6 heures du soir	81	27

COUR PRÉVÔTALE—Un propriétaire dont la maison est occupée par des affranchis, a été condamné à vingt cinq piastres d'amende à cause de la malpropreté des lieux.

—Plusieurs personnes ont été traduites devant le magistrat au sujet de l'abus de chevaux et de mulets réclamés au nom du gouvernement.

—Un citoyen qui avait acheté de bonne foi un mulet du gouvernement a été renvoyé de la plainte.

Noyé—Edward Harrison, jeune garçon de couleur, âgé de onze ans, est tombé au fleuve, hier soir, en face de la rue First, et s'est noyé. On n'a pas encore trouvé le cadavre.

Asphyxié—Agnes Schaub, âgée de six mois, a été asphyxiée dans son lit. Le coroner a pratiqué la levée du corps au No 563 de la rue Apollon, et le jury a constaté que l'enfant avait, en roulant, passé la tête sous l'oreiller et perdu la respiration.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'ABEILLE

[illegible] AVEC KETCHUM

LETTRE DU GEN. LEE.

ELECTION DE VERMONT.

Marchés de New York.

Nouvelles d'Europe.

Marchés de Londres et de Liverpool.

New York, 5 septembre—Les créanciers de Ketchum, Fils & Co, acceptent 50 cents à la piastre, et donnent décharge pour les certificats d'or non compris dans le règlement.

New York, 5 septembre.—Le général Lee a accepté la présidence du collège de Washington, Virginie.

Dans sa lettre d'acceptation, il dit que c'est le devoir de chaque citoyen dans les circonstances où se trouve le pays, de faire tout ce qui est possible pour aider à la restauration de l'harmonie et de la paix, et de n'opposer aucun obstacle à la politique de l'Etat ou du gouvernement général, quand elle a ce but pour objet.

Paul Dillingham, républicain, a été réélu gouverneur du Vermont.

Marchés de New York.

New York, 5 septembre—Le coton est ferme de 44 à 45 cts. L'or est coté à 144 1/2.

Le porc mess est à $31 50 C'est une légère hausse.

Un jour plus tard.

New York, 6 septembre—Le coton est ferme. Ventes: 2,000 balles.

Le porc mess est maintenant coté à $32.

La farine a baissé, le maïs est ferme, les groceries sont fermes aussi.

L'or est coté à 144 3/4. Le sterling est à 9 1/2.

Autre dépêche.

New-York, 7 septembre—Le coton est ferme à 44.

Les céréales sont en hausse.

Le prix de la graisse s'améliore.

Le whisky est à $2 25.

L'or est à 144 3/4.

PROMOTIONS FRANÇAISES.—Nous lisons dans le *Courrier des Etats Unis*:

M. le capitaine de frégate Mandet, qui commande le *Phlégéton*, actuellement dans ce port, vient d'être promu au grade de capitaine de vaisseau.

M. le capitaine Bonandé, commandant de *Lafayette*, a été nommé chevalier de la Légion d'Honneur à l'occasion de la fête de Napoléon III.

Ces deux promotions sont deux actes de justice. Personne n'ignore les services rendus à notre marine par le commandant Mandet, depuis l'expédition du Mexique; et tout le monde a présente à la mémoire la belle conduite du capitaine Bonandé lors du naufrage du *William Nelson*.

EXPOSITION ANGLO FRANÇAISE.

Le 7 a été ouverte au Palais de Cristal, une exposition anglo-française par les classes ouvrières, sous le patronage d'un certain nombre d'ouvriers de Londres et de Paris, pour célébrer le 50e anniversaire de la paix entre l'Angleterre et la France. Non seulement cette exposition a été plus complète que toutes celles qui ont été faites jusqu'à présent par les ouvriers dans notre capitale, mais elle est supérieure par la qualité et le fini des objets exposés. La cérémonie d'inauguration a eu lieu dans le transept du centre, sous la présidence de M. Herbert [illegible], de la maison de commerce de [illegible] & Field, [illegible] en présence d'une assemblée considérable. Le révérend J A Emerson D. D. a prononcé une prière fort touchante.

Le président a prononcé ensuite une adresse aux ouvriers, dans laquelle il a fait l'éloge de l'Exposition [illegible] entre l'Angleterre et la France, mais que la présente Exposition devait avoir pour résultat de développer les sentiments d'amitié, de bienveillance, entre les ouvriers des deux peuples. [illegible]

Il a parlé ensuite de la magnifique statue du prince consort, par Theed, que la Reine avait bien voulu prêter pour l'exposition et il fait observer que cet acte de bienveillance, de la part de S. M. était une excellente preuve de l'intérêt qu'elle portait au développement de la prospérité des classes ouvrières. Il a conclu en exprimant le souhait que toutes les personnes présentes contribueraient à soutenir cette exposition et à l'encourager, ce qui assurerait un succès bien mérité.

Le secrétaire M. K Coningsby, a fait remarquer ensuite que l'exposition avait été commencée et organisée *bona fide* par les ouvriers, [illegible] M. Coningsby a exprimé alors le vœu que tous les membres anglais présents se réunissent à lui pour conduire la proposition faite par le comité d'inviter les exposants français à un grand dîner au Palais de Cristal. Espérons, a-t-il dit en finissant, que, l'année prochaine, nous serons à même d'organiser une exposition anglo-franco-américaine.

M. Edmond Potonié, l'un des secrétaires français, a pris ensuite la parole en français pour dire que l'idée de cette exposition internationale avait été généralement bien accueillie par les ouvriers de Paris, qui comprenaient que les progrès de l'humanité s'obtenaient plutôt par l'échange des idées [illegible].

Le nombre des visiteurs payants a été de 10,671; 1699 ont pris des billets de saison. Le nombre total a monté à 12,370.

[*Morning Post.*]

Bulletin Financier.

Vendredi soir, 8 septembre.

Le mauvais temps a causé [illegible] [illegible]

L'or a [illegible] à 144 1/2. Il s'est ensuite vendu à 144 3/4, à 145 et a fermé à 144 1/2 à 144 3/4 contre 144 1/4 à 144 1/2 hier soir. [illegible]

[illegible]

BULLETIN COMMERCIAL.

BUREAU DE L'ABEILLE,
Vendredi soir, 8 septembre.

COTON—Malgré la continuité du mauvais temps, la demande a été plus générale aujourd'hui, et les ventes se sont élevées à 1600 balles, [illegible] Ordinary à 33 à 35, good ordinary 36 à 39, low middling [illegible] 42, middling 44 à 45, [illegible] good middling 47 à 48. [illegible]

ETAT DU COTON.

Stock en mains le 1er sept. 1865	balles	[illegible]
Reçu aujourd'hui		[illegible]
précédemment		[illegible]
Exporté aujourd'hui		[illegible]
précédemment		14136
Stock en mains et à bord de navires non expédiés		[illegible]

SUCRE ET MELASSE—[illegible]

PRODUITS DE L'OUEST—[illegible]

FARINE—Le marché est calme et déprimé. [illegible]

GRAINS—Il [illegible]

SON—[illegible]

FOIN—[illegible]

WHISKY—Un lot de 30 barils de rectifié s'est vendu à $2 30 par gallon. [illegible]

CAFE—Le marché est calme et il ne s'y fait que des affaires en détail à 31 à 33 cts. [illegible]

FRET—[illegible]

MARCHÉ AUX BESTIAUX.

[illegible]

PERDU.

[illegible]

ATTENTION.

[illegible]

Avis aux passagers.

La goëlette FOUR SISTERS, pour Vera Cruz, [illegible]
L. JOUBLANC, 23, rue Natchez.

AVIS—[illegible] SARATOGA, [illegible]
TITUS & SWARTWOUT, agents, 13 Tchoupitoulas.

PARTI DEMOCRATE NATIONAL.
Club du 4me District Représentatif.
Une réunion de ce Club aura lieu ce SOIR, à 7½ heures, au No 58 rue Bienville. [illegible]

Compagnie d'Assurances Mutuelles [illegible]
[illegible] L. M. BAQUIE, Secrétaire.

MAISON J. AUGE,
Coiffeur, parfumeur et marchand d'articles de [illegible]
No 132 rue du Canal,
ENTRE ST-CHARLES ET CARONDELET.

[illegible]

DEUX BILLETS [illegible]

A VENDRE.
200 [illegible]

INSTITUTION DE JEUNES DEMOISELLES,
SOUS LA DIRECTION DE
Mme CHARPAUX,
300, rue du Chemin de Bayou, près Claiborne.
[illegible]

AVIS.
Société des Ouvriers [illegible]
[illegible]

SCOTT, CAGE & Co.
[illegible]
Rue de l'Union [illegible]

Moses Greenwood....... Moses Greenwood, Jr.
MOSES GREENWOOD & FILS,
COURTIERS DE COTON
—ET—
NEGOCIANTS COMMISSIONNAIRES.
33....... Rue Carondelet.......33

DEMANDE D'APPRENTI.
[illegible]

A VENDRE
[illegible]
JUSTE FONTAINE.

A vendre, pour cause de départ,
UN MAGASIN DE CHAUSSURES [illegible]

Porte-monnaie trouvé.
[illegible]
G. F. COULON, [illegible]

Parti démocrate national.
CLUB DU 6e DISTRICT REPRESENTATIF.
[illegible]
ANTHONY SAMBOLA, président.

AVIS AUX CONTRIBUABLES.
BUREAU DU PERCEPTEUR,
Paroisse d'Orléans,
Rue Carondelet, No 27.
[illegible]
J. W. FOSTER Jr.

DISSOLUTION DE SOCIÉTÉ.
[illegible]
ALEX. DUTHIL,
VICTOR FAISANS,
GEO. W. SANCKES(?).

AVIS DE SOCIÉTÉ.
[illegible]

Vins et Vermouth.
[illegible]
VERDBURGH(?) FRERES.

VIN EN BARRIQUES.
[illegible]
JOHN DUNTZE.

VIN ROUGE [illegible]
JOHN DUNTZE.

Billets des Banques de la ville.
[illegible]
J. L. LEVY, [illegible]

Demande d'emploi.
[illegible]
FREDERIC WOLFF.

Belle Résidence à vendre.
AVEC JARDIN, GRANDE COUR, FAISANT FACE A DEUX RUES.
A. JACQUET.

L. E. POTHIER,
63....... Vieille Levée....... 63

WEBSTER & POTTER.
[illegible]

AVIS.
[illegible]

AVIS.
[illegible]

AVANCES! AVANCES!
NOUS FERONS DES AVANCES
[illegible]
LEVY & DURYEE(?).

RESTAURANT DE BAL.
[illegible]

DEMANDE.
[illegible]

DEMANDE DE CUISINIERE.
[illegible]

Académie de Musique.
RUE ST-CHARLES.

SPALDING, ROGERS & BIDWELL—Propriétaires.

SAMEDI soir, 9 septembre,
[illegible]
THE JEWESS, [illegible]

AVIS.
Bal de Charité.

[illegible]
JULES A. GAMBARD(?), Président.

VINS, CHAMPAGNE, SARDINES, &c.
CENT SOIXANTE barriques VIN, [illegible]
OSCAR BERCIER & CO.

VIN, VERMOUTH, ABSINTHE.
[illegible] VERMOUTH
[illegible] VIN ROUGE
[illegible] ABSINTHE.
OSCAR BERCIER & Co.

Vins rouges.
[illegible]
Sucre de vie.
Sardines à l'huile.
Conserves alimentaires.
[illegible]

Vins, Comestibles, Liqueurs etc
[illegible]

ISAAC MOSES & Co.
[illegible]
GALVESTON, TEXAS.
No 13, Carondelet—Nlle Orléans.

FONDERIE DE LEEDS
(Etablie en 1825.)
AU COIN DES RUES DELORD ET BOUCHER.
[illegible]
LEEDS & Co.

Graines de jardinage de 1re qualité.
[illegible]

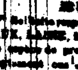
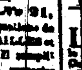
GRAINES DE JARDINAGE, DE LANDRETH—NOUVELLE RECOLTE.
[illegible]

JULES LEAUMONT. EMILE REYNES.
LEAUMONT & REYNES,
Courtiers de change,
BILLETS, ACTIONS, SCRIPS, &c.,
Rue Carondelet, No 26.

Vins, Saucissons, etc
[illegible]

CIGARES DE LA HAVANE.
CENT VINGT CINQ MILLE cigares [illegible]
A. H. PENA(?).

Marchandises allemandes.
[illegible]
S. E. CASTENDYK.


SALON D'HUITRES
et
RESTAURANT
DE FRANK,

RUE D'ORLEANS, No 24, entre les rues ROYALE et BOURBON, en face du Théâtre d'Orléans.
[illegible]

E. MONTAGNE Jr.,
MARCHAND COMMISSIONNAIRE,
RUE ST. LOUIS, No 91.
[illegible]

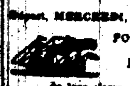
J. A. BLAFFER & CO.
(Successeurs de Wm. Massey)
[illegible]

W. G. COYLE & Co.
MARCHANDS DE CHARBON.
[illegible]...... Rue Gravier...... [illegible]
Entre les rues Camp et St-Charles.

Amandes, figues, huiles &c
[illegible]

AVIS.
[illegible]

SALON DE BAL.
[illegible]

Pour NEW-YORK, directement.
"COMPAGNIE DE CABOTAGE."
[illegible]
POUR NEW YORK

Le steamer FLAG,
[illegible]

Premières chambres $50
Secondes chambres $30

[illegible]
G. L. LADOUCETTE(?),
Rue des Magasins, No 62.

[illegible] ALABAMA.
[illegible]
B. H. CARRINGTON.

AVIS D'EXPRESS.
[illegible]

Les Drs. BEARD et CHOPPIN
[illegible]

AVIS.
MADAME REYNES [illegible]

RESTAURANT A VENDRE.
[illegible]
J. A. DEL [illegible]

Dry goods. Dry goods.
C. JAUBERT & CO.
20 Rue de Chartres 20

La maison C. JAUBERT & CO., de la Nlle-Orléans [illegible]
COTONS,
INDIENNES,
COTONNADES, [illegible]
FLANELLES UNIES ET DE FANTAISIE,
TOILES,
MOLLETONS(?),
ARTICLES BLANCS DE TOUTE ESPECE, &c., &c.
[illegible]
VINGT POUR CENT AU-DESSOUS DU COURS DU MARCHE.
C. JAUBERT & CO.

E. ROGER & Co.,
Encanteurs, 45 et 47, rue de la Vieille Levée.
[illegible]

DROGUES, MEDICAMENTS,
PEINTURES, HUILES, &c.

CUSACHS & OGDEN,
Encoignure Royale et St-Philippe,
IMPORTATEURS
ET MARCHANDS EN GROS
DE
Drogues,
Médicaments,
Peintures,
Huiles,
Huiles essentielles, &c.
[illegible]
TEINTURIERS,
DISTILLATEURS,
PARFUMEURS,
PEINTRES, &c. &c.
[illegible]

74...... RUE DU CANAL...... 74
(Magasin jadis occupé par C. H. [illegible] & Co.)
WALLACE & Co.
[illegible]
STOCK
DE MARCHANDISES SECHES D'AUTOMNE,
BOTTES, SOULIERS,
Chapeaux et Vêtements.
[illegible]

BOTTES ET SOULIERS
DE NOTRE MANUFACTURE DE BOSTON.
[illegible]
WALLACE & Co.

AVIS.
[illegible]

A LOUER
L'HOTEL D'ORLEANS, [illegible]

SAVON! SAVON!
A VENDRE par E. HEBSE(?), [illegible] PALM SOAP [illegible]

A LOUER IMMEDIATEMENT.
[illegible]

A. KELLER & JUL. HORNER,
Exchange Alley, No 10.
[illegible]